

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MARS 1914.

Projet de loi approuvant les conventions conclues entre l'État belge et
Sa Majesté l'Impératrice de Mexique ainsi qu'entre l'État belge et les
Princesses Louise, Stéphanie et Clémentine de Belgique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. NERINX.

MESSIEURS,

Le projet de loi renvoyé à l'examen de la Commission n'a donné lieu au sein de celle-ci qu'à quelques observations de détail qui sont rencontrées dans les explications suivantes.

Au sujet du rachat de la part indivise de S. M. l'Impératrice du Mexique dans les domaines de Ciergnon, d'Ardenne et de Tervueren, la Commission a exprimé le désir d'être renseigné sur le statut juridique de S. M. l'Impératrice du Mexique.

Le Gouvernement a répondu comme suit au désir de la Commission :

« Par l'effet de son mariage avec l'Archiduc Maximilien, la Princesse Charlotte a perdu la nationalité belge (*Code civil*, art. 19, alinéa 1^{er}, remplacé par l'article 44 de la loi du 8 juin 1909).

» Elle n'aurait pu la recouvrer qu'en se conformant aux prescriptions de l'article 19, alinéa 2 du même Code, remplacé par l'article 43, alinéa 2 de la loi du 8 juin 1909.

» Les formalités exigées par ces dispositions légales n'ont pas été remplies. L'Impératrice du Mexique, au regard de la législation belge, est demeurée étrangère.

» Quelle est sa nationalité?

(1) Projet de loi, n° 127.

(2) La Commission, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. DESTREE, HYMANS, MECHELYNCK, NERINX, VAN LIMBURG STIRUM et WOESTE.

» L'Impératrice du Mexique, par l'effet de son mariage, a acquis la nationalité autrichienne et elle est soumise à la loi autrichienne (*Code civil autrichien*, art. 20 et 289). Elle est devenue Archiduchesse d'Autriche; elle est entrée dans la famille impériale, conformément aux dispositions du statut impérial autrichien (voy. REHM, *Modernes Fürstenrecht*, Munich, 1904).

» L'accession de l'Archiduc Maximilien au Trône du Mexique n'a pas eu pour effet de rompre le lien qui l'unissait à la famille impériale. En effet, la renonciation de l'Archiduc Maximilien, en date du 9 avril 1864, dont lecture a été donnée à la Chambre autrichienne le 17 novembre 1864, n'avait pas été faite sans réserves. Aussi, au moment de son décès, l'Empereur Maximilien fut-il considéré comme appartenant à la famille impériale et la liquidation de sa succession fut-elle faite conformément aux dispositions du statut impérial.

» En eût-il été autrement en ce qui concerne l'Empereur Maximilien, que la situation n'aurait pas été modifiée à l'égard de l'Impératrice. Il est de jurisprudence, en effet, que les archiduchesses qui se marient avec un souverain étranger ne perdent point leur qualité (arrêt de la Cour de cassation d'Autriche du 8 avril 1863). D'autre part, il est universellement admis en droit que les changements de nationalité qui se produisent en la personne du mari, postérieurement au mariage, restent sans influence sur la nationalité de la femme.

» En un mot, l'Impératrice du Mexique, par son mariage, a perdu la nationalité belge; elle a acquis la nationalité autrichienne qu'elle a conservée; elle est régie par la loi autrichienne et spécialement par le statut de la famille impériale.

» C'est par application de cette loi et de ce statut qui, en tant qu'ils concernent son état et sa capacité, régissent l'Impératrice en Belgique (*Code civil*, art. 3; cass. b., 19 janvier 1882; *Pas.*, 1882, p. 36; 9 mars 1882, *ibid.* 62; cass. fr., 12 février 1895; D. P., 1896, p. 377), qu'un décret impérial du 11 janvier 1867 a chargé l'archiduc Charles, Louis, frère de l'Empereur, de la curatelle de l'Impératrice du Mexique.

» Le 26 novembre 1867, la tutelle a été transférée à Sa Majesté Léopold II, Roi des Belges.

» Conformément aux mêmes prescriptions, les comptes de tutelle ont été soumis, au décès du Roi Léopold II, au tribunal du Grand Maréchalat de la Cour impériale qui, en ce qui concerne les membres de la Famille impériale, remplit les fonctions de tribunal des tutelles.

» Décharge de la gestion de l'ancien tuteur a été donnée, mais a été
 » « *formellement réservée, pour être réglée entre l'État belge et le nouveau*
 » *tuteur, la question de l'aliénation de la part indivise appartenant à*
 » *Sa Majesté dans les domaines de Ciergnon, d'Ardenne et de Tervueren*
 » *(Bois des Capucins), ainsi que le remboursement du prix de cette*
 » *aliénation* ».

» Par décret impérial du 9 août 1911, S. A. le Prince de Ligne a été investi des fonctions de tuteur de S. M. l'Impératrice du Mexique. Aux

termes de ce décret, le tuteur est autorisé à régler directement avec l'État belge les questions auxquelles se réfèrent les réserves mentionnées à la fin du relevé de l'état de fortune; S. A. le Prince de Ligne est donc spécialement autorisé à traiter avec l'État la question de l'indivision des domaines de Ciergnon, d'Ardenne et de Tervueren.

» C'est à cette situation que fait allusion la convention conclue avec S. M. l'Impératrice du Mexique, sous la rubrique : « justification des pouvoirs du tuteur » . »

La Commission désirait connaître la répartition du crédit de dix-sept millions de francs à ouvrir au Ministère des Finances, en exécution de l'article 3 du projet; elle désirait également savoir dans quelles conditions a été payée à S. A. R. la Princesse Clémentine la somme de deux millions de francs dont il s'agit au § II de la lettre de l'État en date du 24 septembre 1910.

Le Gouvernement répond :

« Répartition du crédit de 17,000,000 de francs à ouvrir au Ministère des Finances, en exécution de l'article 3 du projet.

» I. Sommes à liquider au profit des Princesses royales (principal et intérêts jusqu'au 31 mars 1914) :

1° Princesse Louise	fr. 6,166,850 »
2° Princesse Stéphanie	6,104,000 »
3° Princesse Clémentine	4,033,000 »
	fr. 16,300,850 »

» II. Autres dépenses à liquider :

1° Sommes à liquider au profit de M. Isebrant de Difque	fr. 415,000 »
2° Frais d'expertise de la rente de Ciergnon et d'Ardenne	31,276 »
3° Passif encore dû grevant les biens repris (frais de gardiennat de tableaux)	4,000 »

» III. Rachat de la part indivise de l'Impératrice du Mexique dans certains tableaux et certains objets d'argenterie 62,851 »

» IV. Rachat des actions restant appartenir à des tiers dans la Société des sites 100,000 »

fr. 16,913,977 »

» Comme le porte la convention conclue avec S. A. R. la Princesse Clémentine, la somme de deux millions de francs représentant sa part dans

les biens et valeurs dont l'origine est demeurée douteuse a été payée. C'est ce qui explique pourquoi un crédit de 4,033,000 francs seulement est demandé en ce qui la concerne.

» Le Gouvernement, pour effectuer le paiement des sommes versées à S. A. R. la Princesse Clémentine comme de celles qu'il a payées à la Fondation de Niederfullbach, en exécution de l'arrangement conclu avec ses administrateurs, a réalisé à due concurrence des valeurs provenant de l'avoir de la Fondation de Niederfullbach. Ces réalisations ont été faites et ces paiements ont été effectués aussitôt que l'État est entré en possession de cet avoir.

» La convention intervenue, avant toute décision judiciaire, entre S. A. R. la Princesse Clémentine et l'État constituait indiscutablement une transaction en tant qu'elle avait pour objet l'attribution à S. A. R. d'une partie des biens litigieux. Il en est incontestablement de même de l'arrangement conclu avec les administrateurs de la Fondation de Niederfullbach.

» Le Gouvernement trouvait dès lors dans les règles générales qui dominant la matière le droit d'effectuer les réalisations qui lui étaient imposées pour l'exécution des engagements qu'il avait assumés.

» Le Gouvernement a, en effet, le droit d'aliéner *le mobilier* de l'État, qu'il s'agisse de meubles corporels ou incorporels. Il a aussi le droit de transiger en matière mobilière qui se déduit du droit d'aliéner, en vertu du principe énoncé dans l'article 2043 du *Code civil*. Il a donc pu effectuer les paiements prévus en tant qu'on devait leur assigner le caractère d'une transaction mobilière. »

Une autre réponse du Gouvernement concerne le crédit de vingt-cinq mille francs à ouvrir par l'article 4 du projet pour faire face aux obligations assumées par l'État en ce qui concerne l'attribution du prix du Roi, institué par arrêté royal du 14 décembre 1874 :

« Le Roi Léopold II a fondé, pour la durée de son règne, un prix annuel de 25,000 francs, destiné à récompenser les meilleurs ouvrages sur des questions périodiquement mises au concours par le Roi lui-même.

» Aux termes de la lettre écrite par le Roi au Ministre de l'Intérieur, le 3 décembre 1874, le concours comprend une période de quatre ans et la question mise au concours doit être rendue publique cinq années avant l'époque fixée pour la remise des ouvrages.

» L'arrêté royal du 14 décembre 1874 relatif à cette fondation a imposé au Gouvernement l'obligation d'organiser les concours et notamment de constituer le jury chargé de juger les œuvres présentées.

» Au décès du Roi, trois concours n'avaient pas reçu de solution. Les prix y afférents, dans l'hypothèse où ils viendraient à être décernés, ont été considérés comme une charge de la succession royale (voy. réponses de M. Schollaert et de M. Pouillet, en date des 23 mai 1911 et 13 mai 1913 à des questions de MM. Vandervelde et Devèze; voy. aussi discussion du Budget des Sciences et des Arts, séance du 14 juillet 1911).

» Ces concours sont :

» 1° Celui de 1903 portant sur la question suivante : « manière d'introduire dans nos établissements d'instruction publique l'usage des exercices corporels avec lesquels doivent se familiariser les citoyens d'un pays libre et qui servent à développer la virilité des populations » ;

» 2° Celui de 1910 sur la question de l'expansion maritime ;

» 3° Celui de 1911 sur la question de l'aviation.

» Le rapport du jury sur le concours de 1903 a été transmis au Roi le 28 février 1908. C'est en vue de l'attribution éventuelle du prix, pour ce concours, que l'article 4 du projet de loi ouvre au Ministère des Sciences et des Arts un crédit de 25,000 francs.

» Les jurys appelés à juger les deux derniers concours ne sont pas encore constitués. Ils pourront l'être après le vote du projet. Si les membres de ces jurys concluaient à l'attribution du prix, des crédits devraient ultérieurement être sollicités par le Département des Sciences et des Arts. »

Une dernière question a été posée :

« L'article 3 du projet de loi ouvre au Ministère des Finances un crédit de 17 millions de francs, qui, suivant l'article 4, sera rattaché au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1914. Un membre de la Commission pense qu'en dernière analyse ces 17 millions doivent être pris sur les sommes que la transaction assure à l'Etat. Il est disposé à autoriser un jeu d'écritures, mais il se refuse à voter une dépense nouvelle de 17 millions. »

Voici la réponse qui a été faite :

« Il appartiendra au Parlement de décider dans quelle mesure ce crédit de 17 millions sera couvert par les sommes que la transaction assure à l'Etat. Cette question fera l'objet du projet de loi, annoncé par le Gouvernement, et qui déterminera l'affectation des biens et des valeurs qui viennent d'être recueillis.

» En tout cas, il est certain que dans le règlement de comptes qui interviendra de ce chef entre la Belgique et la Colonie, il sera fait application du principe que le passif doit être déduit de l'actif. Mais ce serait préjuger de la décision que le pouvoir législatif aura à prendre que de stipuler dès maintenant que des valeurs d'origine congolaise seraient attribués à la Belgique pour la rembourser du prix de certaines acquisitions de biens qui n'ont rien de litigieux et dont elle profitera uniquement, tels les immeubles et les meubles énumérés au n° II de l'Exposé des motifs et la rente d'Ardenne et de Ciergnon. Cette question doit être entièrement réservée. »

La Commission estime que, en élaborant les conventions qu'il soumet à la ratification de la Chambre, le Gouvernement a servi les intérêts de la Nation.

Elle s'associe au tribut de reconnaissance que le Gouvernement apporte, à ce sujet, à la mémoire de M. Léon De Lantsheere, ainsi qu'à l'hommage rendu aux conseils de l'État, MM. Hanssens et Le Clercq.

Prenant acte de la promesse du Gouvernement de soumettre d'ici peu aux délibérations du Parlement un projet de loi réglant l'attribution des biens recueillis par l'État et de son accord pour reconnaître que dans le règlement de comptes qui interviendra de ce chef entre la Belgique et la Colonie, il sera fait application du principe que le passif doit être déduit de l'actif, la Commission, par six voix et une abstention, vous propose d'approuver les conventions soumises à l'examen de la Chambre.

Le Rapporteur,
NERINCX.

Le Président,
SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MAART 1914.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de overeenkomsten, getroffen tusschen den Belgischen Staat en Hare Majesteit de Keizerin van Mexico, alsmede tusschen den Belgischen Staat en de Princessen Louiza, Stephanía en Clementina van België ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER NERINX.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat verwezen werd naar de Commissie, heeft er slechts aanleiding gegeven tot eenige opmerkingen van bijkomenden aard, vervat in de navolgende verklaringen.

Betreffende den terugkoop van het onverdeeld aandeel van H. M. de Keizerin van Mexico in de domeinen van Ciergnon, Ardenne en Tervuren, drukte de Commissie den wensch uit, te worden ingelicht over het juridisch statuut van H. M. de Keizerin van Mexico.

De Regeering heeft aan de Commissie geantwoord als volgt :

« Door haar huwelijk met Aartshertog Maximiliaan heeft Prinses Charlotte de Belgische nationaliteit verloren. (*Burgerlijk Wetboek*, art. 19, 4^{ste} lid gewijzigd door de wet van 8 Juni 1909.)

» Zij zou die enkel hebben kunnen terugkrijgen door zich te schikken naar de voorschriften van artikel 19, lid 2, van ditzelfde Wetboek, vervangen door artikel 13, lid 2, van de wet van 8 Juni 1909.

» De vormvereischen, in die wetsbepalingen vervat, werden niet ver-

(1) Wetsontwerp, n° 127.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren DESTREE, HYMANS, MECHELYNCK, NERINX, VAN LIMBURG STIRUM en WOESTE.

vuld. Ten aanzien van de Belgische wetgeving is de Keizerin van Mexico eene vreemdelinge gebleven.

» Van welke nationaliteit is zij ?

» Door haar huwelijk heeft de Keizerin van Mexico de Oostenrijksche nationaliteit bekomen en is zij onderworpen aan de Oostenrijksche wet. *Burgerlijk Wetboek van Oostenrijk*, art. 20 en 289.) Zij is Aartshertogin van Oostenrijk geworden; zij is in de keizerlijke familie getreden krachtens de bepalingen van het keizerlijk statuut van Oostenrijk. (Zie REHM, *Modernes Fürstenrecht*, München, 1904.)

» Door het feit dat Aartshertog Maximiliaan de Troon van Mexico besteeg, werd de band, die Aartshertog Maximiliaan aan de keizerlijke familie hechtte, niet verbroken. Inderdaad, de troonsafstand van Aartshertog Maximiliaan, dagteekenend van 9 April 1864, waarvan voorlezing werd gedaan in de Oostenrijksche Kamer op 17 November 1864, geschiedde niet zonder voorbehoud. Bij zijn overlijden werd Keizer Maximiliaan dus aangezien als behorende tot de keizerlijke familie, en de vereffening zijner nalatenschap werd geregeld overeenkomstig de bepalingen van het keizerlijk statuut.

» Ware het, wat betreft Keizer Maximiliaan, anders geweest, dan nog zou de toestand dezelfde zijn gebleven ten aanzien van de Keizerin. Als vaststaande rechtspraak geldt, dat de Aartshertoginnen, die een vreemden souverain huwen, hare hoedanigheid niet verliezen. (Arrest van het Hof van Cassatie van Oostenrijk, 8 April 1863.) Anderzijds wordt algemeen in rechten aangenomen dat het veranderen van nationaliteit van den echtgenoot, voorkomende na het huwelijk, geen invloed heeft op de nationaliteit van de vrouw.

» Met een woord, de Keizerin van Mexico heeft door haar huwelijk de Belgische nationaliteit verloren; zij heeft de Oostenrijksche nationaliteit bekomen en heeft die behouden, zij staat onder de Oostenrijksche wet en meer in 't bijzonder onder het statuut der keizerlijke familie.

» Het is door toepassing van deze wet en dit statuut, waaraan de Keizerin, voor zoover het haar staat en hare bevoegdheid betreft, in België onderworpen is (*Burgerlijk Wetboek*, art. 8; cass. B., 19 Januari 1882; *Pas.*, 1882, bl. 36; 9 Maart 1882, *ibid.* 62; cass. Fr., 12 Februari 1895; *D. P.*, 1896, bl. 377), dat bij keizerlijk decreet van 11 Januari 1867, aan Aartshertog Karel, Lodewijk, broeder van den Keizer, de curateele werd opgedragen over de Keizerin van Mexico.

» Op 26 November 1867 werd die voogdij opgedragen aan Zijne Majesteit Leopold II, Koning der Belgen.

» Overeenkomstig dezelfde voorschriften werden, bij het overlijden van Koning Leopold II, de voogdijrekeningen overgelegd aan de rechtbank van het Groot-Maarschalkschap van het Keizerlijk Hof, dat, voor de leden der keizerlijke familie, optreedt als voogdijraad.

» Ontlasting van het beheer van den vroegeren voogd werd toegestaan,
 » maar de quaestie der vervreemding van het onverdeeld aandeel van
 » Hare Majesteit in de domeinen van Ciergnon, Ardenne en Tervuren

» (Capucienbosch), alsook de terugbetaling van de opbrengst dier ver-
» vreemding, werden bepaald voorbehouden om geregeld te worden
» tusschen den Belgischen Staat en den nieuwen voogd. »

« Bij keizerlijk decreet van 9 Augustus 1914 werd aan Z. H. Prins de Ligne de voogdij opgedragen over H. M. de Keizerin van Mexico. Naar luid van dit decreet is de voogd gemachtigd, rechtstreeks met den Belgischen Staat de zaken te regelen, waarop hoogervermelde voorbehoud, aan het einde van de opgave van het vermogen vermeld, betrekking heeft; Z. H. Prins de Ligne is dus bijzonder gemachtigd om met den Staat te onderhandelen over de onverdeeldheid van de domeinen van Ciergnon, Ardenne en Tervuren.

» Op dien toestand doelt de overeenkomst, gesloten met hare H. M. de Keizerin van Mexico, onder het opschrift: « verantwoording van het beheer van den voogd ».

De Commissie wenschte te kennen de verdeling van het krediet van zeventien millioen frank, aan het Ministerie van Financiën te verleen en ter uitvoering van artikel 3 van het ontwerp; zij verlangde eveneens te weten onder welke voorwaarden aan H. K. H. Prinses Clementina werd uitgekeerd de som van twee millioen frank, waarvan sprake in § II van den brief van den Staat, dd. 21 September 1910.

De Regeering antwoordt :

» *Verdeling van het krediet van 17,000,000 frank, aan het Ministerie van Financiën te verleen en ter uitvoering van artikel 3 van het ontwerp.*

» I. Sommen uit te keeren aan de Koninklijke Prinsessen (hoofdsom en interesten tot op 31 Maart 1914) :

1° Prinses Louiza.	fr.	6,466,850	»
2° Prinses Stephania.		6,401,000	»
3° Prinses Clementina		4,033,000	»
	fr.	16,300,850	»

» II. Andere uitgaven die te vereffenen zijn :

1° Sommen uit te keeren aan den heer Isebrant de Difque	fr.	445,000	»
2° Kosten van schatting der rente van Ciergnon en Ardenne		31,276	»
3° Schulden die nog drukken op de overgenomen goederen (bewaken van schilderijen)		4,000	»

» III. Terugkoop van het onverdeeld aandeel der Keizerin van Mexico in zekere schilderijen en stukken zilverwerk

62,851 »

» IV. Aankoop van aandeelen die nog behooren aan derden in de « Société des sites »

100,000 »

fr. 16,913,977 »

» Zooals de overeenkomst, gesloten met H. K. H. Prinses Clementina, zegt, werd haar de som van twee millioen frank betaald, som die haar aandeel vertegenwoordigt in de goederen en de waarden waarvan de herkomst twijfelachtig is gebleven. Dit verklaart waarom een krediet van slechts 4,033,000 frank te haren aanzien wordt aangevraagd.

» De Regeering, om te kunnen betalen de sommen, aan H. K. H. Prinses Clementina toegekend, alsook de sommen die zij te betalen had aan de Fondatie van Niederfullbach, ter uitvoering van de overeenkomst gesloten met hare beheerders, heeft, tot het verschuldigd bedrag, waarden te gelde gemaakt, voortkomende uit het vermogen der Fondatie van Niederfullbach. Dit te gelde maken heeft plaats gehad en de betalingen werden gedaan zoodra de Staat in het bezit kwam van dit vermogen.

» De overeenkomst, die, voordat er eene rechterlijke beslissing plaats had, tot stand kwam tusschen H. K. H. Prinses Clementina en den Staat, was onbetwistbaar eene dading voor zoover die overeenkomst tot voorwerp had het toekennen aan H. K. H. van een deel der betwiste goederen. Dit was onbetwistbaar ook het geval, wat betreft de schikking getroffen met de beheerders der Stichting van Niederfullbach.

» De Regeering vond bijgevolg in de algemeene regelen, die de quaestie beheerschen, het recht om over te gaan tot de te gelde making, die haar werd opgelegd voor de uitvoering der aangegane verbintenissen.

» De Regeering heeft inderdaad het recht, de *roerende goederen* van den Staat te vervreemden, 't zij het stoffelijke, 't zij het onstoffelijke zaken geldt. Zij heeft ook het recht, dading aan te gaan betreffende roerende goederen; dat recht spruit voort uit het recht van vervreemding, krachtens het grondbeginsel uitgedrukt in artikel 2043 van het *Burgerlijk Wetboek*. Zij heeft dus de voorziene betalingen kunnen doen, voor zoover deze het karakter droegen eener dading betreffende roerende goederen. »

Een ander antwoord van de Regeering betreft het krediet van 25,000 frank, krachtens artikel 4 van het ontwerp te verleen en om te moeten te komen aan de verplichtingen, door den Staat op zich genomen betreffende de toekenning van den prijs des Konings, ingesteld bij koninklijk besluit van 14 December 1874 :

« Koning Leopold II heeft, voor den duur zijner Regeering, een jaarlijkschen prijs van 25,000 frank ingesteld om de beste werken te beloonen over quaestiën, op geregelde tijden door den Koning zelf als prijsvragen gesteld.

» Naar luid van den brief van den Koning tot den Minister van Binnenlandsche Zaken gericht den 3ⁿ December 1874, omvat de prijskamp een tijdperk van vier jaar, en moet het onderwerp, als prijsvraag gesteld, bekendgemaakt worden vijf jaar vóór het tijdstip aangeduid voor het inleveren der werken.

» Het koninklijk besluit van 14 December 1874 betreffende deze instelling legt aan de Regeering de verplichting op, de prijskampen in te richten,

en namelijk de jury samen te stellen, belast met het beoordeelen der ingezonden werken.

» Bij het overlijden des Konings waren drie prijsvragen nog zonder gevolg gebleven. De prijzen die er voor bestemd waren, in de veronderstelling dat zij werden toegekend, werden aangezien als een last der koninklijke nalatenschap (zie de antwoorden van den heer Schollaert en den heer Pouillet, dd. 23 Mei 1911 en 13 Mei, op de vragen van de heeren Vandervelde en Devèze; zie ook de behandeling der Begrooting van Wetenschappen en Kunsten, vergadering van 14 Juli 1911).

» Die prijsvragen waren :

» 1^o Die van 1903 over het volgende onderwerp : « hoe moeten in onze openbare onderwijsinstellingen worden ingevoerd de lichaamsoefeningen, waaraan de burgers van een vrij land zich moeten vertrouwd maken en die dienen tot ontwikkeling der lichaamskracht van de bevolking » ;

» 2^o Die van 1910 over de quaestie der zeevaartuitbreiding ;

» 3^o Die van 1911 over de luchtvaart.

» Het verslag der jury over de prijsvraag van 1903 werd aan den Koning overgelegd op 28 Februari 1908. Het is met het oog op de gebeurlijke toekenning van den prijs voor die vraag, dat in artikel 4 van het wetsontwerp aan het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten een krediet wordt verleend van 25,000 frank.

» De jury's, die moeten uitspraak doen over de laatste twee prijsvragen, zijn nog niet samengesteld. Het zal geschieden na de goedkeuring der wet. Zoo de leden dezer jury's besloten tot de toekenning van den prijs, zouden naderhand kredieten moeten worden aangevraagd door het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten. »

Eene laatste vraag werd gesteld :

« Artikel 3 van het wetsontwerp opent bij het Ministerie van Financiën een krediet van 17 miljoen frank dat, krachtens artikel 4, zal ingeschreven worden op de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1914. Een lid der Commissie is van gevoelen dat, alles wel overwogen, die 17 miljoen moeten genomen worden op de sommen die de dading aan den Staat toekent. Dit lid wil er wel in toestemmen dat die zaak geregeld worde in de Comptabiliteit, maar weigert een nieuwe uitgave van 17 miljoen goed te keuren. »

Ziehier het antwoord dat er op geven werd :

« De Kamer zal moeten beslissen in hoeverre dit krediet van 17 miljoen zal gedekt worden door de sommen die de overeenkomst aan den Staat toekent. Die quaestie zal het voorwerp uitmaken van het wetsontwerp, door de Regeering aangekondigd, en waardoor de bestemming der in ontvangst genomen goederen en waarden zal geregeld worden.

» In elk geval is het zeker dat bij de afrekening die België uit dien hoofde met de Kolonie zal sluiten, het grondbeginsel, dat het passief van het actief moet worden afgetrokken, in toepassing zal worden gebracht. Maar men zou de beslissing die de wetgevende macht te nemen heeft vooruitloopen met van nu af te bepalen dat waarden van Congoleesche herkomst aan België zouden toegekend worden voor de terugbetaling van den koopprijs van zekere goederen waarover geene betwisting kan ontstaan, en waaruit België enkel voordeel kan trekken, zooals de roerende en de onroerende goederen opgesomd, in n^o II der Memorie van Toelichting en de rente van Ardenne en Ciergnon. Die quaestie moet gansch voorbehouden worden. »

De Commissie is van gevoelen, dat, door de overeenkomsten die de Regeering aan de goedkeuring der Kamer onderwerpt, de belangen van het land grootelijks worden bevorderd.

Zij sluit zich aan bij de hulde van dankbaarheid die de Regeering brengt aan de nagedachtenis van den heer Léon De Lantsheere en aan de advocaten van den Staat, de heeren Hanssens en Le Clercq.

Akte nemend van de belofte der Regeering weldra aan de bespreking der Kamer een wetsontwerp over te leggen waardoor de toekenning der door den Staat ontvangen goederen geregeld wordt, en van hare instemming om te erkennen dat, bij de afrekening die uit dien hoofde tusschen België en de Kolonie zal gesloten worden, het grondbeginsel, dat het passief van het actief moet worden afgetrokken, zal toegepast worden, stelt de Commissie voor, met zes stemmen en ééne onthouding, de overeenkomsten, aan het onderzoek der Kamer onderworpen, goed te keuren.

De Verslaggever,
NERINX.

De Voorzitter,
SCHOLLAERT.

